



Allocution de M. Jacques Krabal, député de la République française, Secrétaire général parlementaire de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Bangui (République Centrafricaine), 15 mai 2019

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, Cher Laurent,

Monsieur le 1^{er} Vice-Président,

Madame la ministre, représentant le Gouvernement,

Distingués invités,

Honorables parlementaires,

Excellences, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et représentants du corps diplomatique,

Cher(e)s ami(e)s francophones,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec beaucoup de plaisir que je suis parmi vous, aujourd'hui à Bangui, à l'occasion de ce séminaire parlementaire et de la mission d'identification des besoins de votre Assemblée nationale.

C'est la première fois que je foule le sol de la République Centrafricaine. J'ai hâte de pouvoir découvrir votre pays qui ne ressemble à aucun autre.

BêAfrica, en langue sango, le « cœur de l'Afrique », se dévoile aussi, comme un pays en proie à de nombreux paradoxes. D'abord avec son environnement et ses richesses naturelles :

Une végétation luxuriante, une faune diversifiée, de terres fertiles, riche en minerais et autres ressources, de l'uranium, du pétrole brut, de l'or, des diamants, du cobalt, du bois... Et pourtant, hélas, la réalité, la République Centrafricaine (RCA) est l'un des pays les plus pauvres au monde.

De nombreuses années de guerres, d'instabilité politique et la corruption ont conduit à un effondrement de l'économie et des services publics, provoqué la ruine du pays, réduit à la mendicité des millions de gens, détruit l'État, les institutions et **nié la notion même de nation pourtant si fortement ancrée dans l'esprit des Centrafricains.**

C'est le second paradoxe et pas des moindres ! *BêAfrika* a en effet toujours été animée, par le souci d'assurer à la nation son unité et à tout être humain sa dignité.

Le principe du « **Zo kwe zo** » (Tout être humain est une personne), énoncé pour la première fois par le père fondateur de la République centrafricaine, Barthélémy Boganda, est, depuis, inscrit sur vos armoiries.

Aujourd'hui, la nation centrafricaine aspire à la réconciliation nationale, à l'unité qui est le maître-mot et à une bonne gouvernance. A cet égard, l'application des accords de Khartoum me paraît être une étape préalable indispensable à cette unité.

Pour cette réconciliation, vous avez plusieurs atouts. Le premier, votre langue nationale : le sango, et le français votre langue officielle.

La Francophonie, avec le multilinguisme, la diversité culturelle est une opportunité pour renforcer votre unité nationale.

Et puis, l'avenir du cœur de l'Afrique, encore meurtri, repose aujourd'hui sur les âmes vaillantes de la nation centrafricaine qui refusent la fatalité. Et vous vous levez contre l'obscurantisme, le crime, le pillage et la corruption. Vous savez que la haine et la violence ici comme ailleurs n'ont pas d'avenir.

Le courage des centrafricains force le respect et il engage la communauté internationale en général et la communauté francophone en particulier. Mais sachez que rien ne pourra se faire sans vous, les centrafricains. Tout dépend essentiellement de vous. Et votre unité nationale, c'est votre bien commun.

Aujourd'hui, la situation sécuritaire semble quelque peu s'améliorer dans l'ensemble du pays comme l'a confirmée la MINUSCA. Son porte-parole a en effet annoncé la

semaine dernière (le 9 mai) une stabilisation générale de la sécurité dans la capitale Bangui comme en province.

Toutefois, des violences perpétrées dans l'ouest du pays, malgré l'accord de paix signé en février dernier, inquiètent légitimement. Des ennemis de la paix et de l'ordre public veulent continuer de semer le trouble. Ils se moquent bien des souffrances de la population. Ils cherchent à déstabiliser pour affaiblir votre République.

Monsieur le Président, mes chers amis,

Nous le savons tous, il ne peut y avoir de développement sans sécurité. Et pour assurer la sécurité, il est essentiel de mener des actions militaires contre les extrémistes violents, les terroristes, et les groupes armés. Ce n'est pas sans risque et je souhaiterais, à ce propos, rendre hommage aux deux soldats français morts en délivrant nos compatriotes pris en otage au Bénin. J'associe à cet hommage, toutes les victimes du terrorisme partout dans le monde et particulièrement à nos amis du Burkina Faso,

Votre volonté de sécurité s'est exprimée fortement dans la déclaration de politique générale de votre premier ministre avec le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, adoptée par 122 députés sur 133. Tout comme la reconstitution de votre armée, de votre police et de votre gendarmerie, est indispensable à la restauration de l'autorité de l'Etat. Tout comme la nécessaire structuration de la chaîne judiciaire. Les premiers résultats sont là. Et je salue le soutien et l'engagement de plusieurs institutions internationales et pays, mais aussi l'Union européenne.

Je formule le vœu que, cette volonté de soutien de l'Union européenne à votre pays et à tous les pays africains soit non seulement maintenue mais aussi renforcée, après les élections européennes prochaines.

Il ne peut pas y avoir de sécurité sans développement. Si la recherche de la sécurité est incontournable, elle est indissociable du soutien au développement, pour permettre ainsi à tous les habitants de vivre non seulement en paix chez eux mais aussi avec des perspectives d'avenir. D'ailleurs pour nous, c'est la seule solution pour résoudre les crises migratoires.

Il faut apporter sécurité et en même temps aux populations des services sociaux de base : des écoles, l'accès aux soins, un état civil, des infrastructures, l'adduction en eau, l'électricité et lutter contre la faim. Je sais que de nombreux projets sont en

cours dans les domaines de la santé, économiques, agricoles, l'élevage, le pastoralisme, la société civile qui est à développer. Mais tout cela prend du temps.

N'oublions pas ce que disait le physicien, Georges Charpak : "*Seules l'éducation et la solidarité permettront de tarir les sources de guerriers fanatiques que la misère et le désespoir rendent disponibles*".

Oui c'est l'éducation pour faire reculer l'illettrisme, les formations professionnelles et universitaires pour redonner espoir à cette jeunesse

Consciente que si la guerre a un coût, la paix n'a pas de prix, *Bêafrica* se débat pour sortir du chaos. Votre jeune constitution de 2015 réaffirme d'ailleurs les ambitions du peuple centrafricain « d'unité nationale, linguistique, de diversité ethnique, culturelle et religieuse qui contribuent à l'enrichissement de la personnalité » du peuple centrafricain.

Le séminaire parlementaire montre si besoin en était, la volonté de votre pays à vous engager dans la voie de la modernité et de tourner le dos à l'instabilité politique par la consolidation de vos institutions.

Il y a quelques mois ici, vous avez commencé par renforcer la colonne vertébrale de votre administration, avec le programme de formation d'une durée de 6 mois à l'ÉNA (Ecole nationale d'administration) et de la Magistrature (ENAM). Ce projet *Tamboula* est un bel exemple. Il sera poursuivi. Initiée par la France sur demande de votre président, cette formation a déjà bénéficié à 80 fonctionnaires centrafricains. Renforcer l'Etat central mais aussi renforcer les collectivités territoriales de votre espace rural.

Et maintenant, en cohérence, vous avez choisi, dans le cadre de ce séminaire, de travailler sur « l'autonomie des assemblées parlementaires ».

L'histoire récente de la République centrafricaine montre qu'ici plus qu'ailleurs, « *rien n'est possible sans les hommes mais rien n'est durable sans les institutions* ».

Pour autant, l'objet même de notre séminaire nous oblige à nous interroger :

- Une constitution est-elle suffisante pour enraciner un régime républicain et démocratique ?
- L'exercice du pouvoir a-t-il besoin de contrôle continu et efficace ?
- Comment éviter les abus de pouvoir, les dérives autoritaires,

- Comment faire respecter les droits inscrits dans la Constitution et particulièrement les droits de l'opposition ?

S'il n'y a pas de modèle, nous devons nous enrichir de nos expériences.

Il en va de même avec **la théorie de la séparation des pouvoirs** (exécutif, législatif, judiciaire) qui s'impose à nous, tout comme le contrôle mutuel qu'exercent les trois pouvoirs les uns envers les autres, devrait préserver l'individu des atteintes à ses droits fondamentaux.

Aujourd'hui, la séparation des pouvoirs est appliquée dans la plupart des états démocratiques modernes.

Cependant, une séparation trop marquée peut conduire à la paralysie des institutions. C'est pourquoi le principe de collaboration des différents pouvoirs est privilégiée dans nos démocraties modernes.

La distinction entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire demeure, mais ces pouvoirs, certes autonomes, voir indépendants, sont en interactions les uns avec les autres.

Et dans ce cadre, nos parlements participent pleinement à la bonne gouvernance pour répondre à trois obligations :

- **Obligation d'une meilleure prise en compte** des besoins des populations ;
- **Obligation d'évaluation et de résultats** des politiques nationales et des budgets ;
- **Obligation d'information et de transparence** pour l'institution mais aussi pour les députés qui doivent démontrer leur probité et leur éthique ;

Courroies de transmission entre les populations et l'Exécutif, les parlements, « la voix du peuple » comme aimait le rappeler Leopold Sédar Senghor, illustrent parfaitement ce que nous appelons la démocratie représentative qui, reconnaissons-le, est malmenée de par le monde : Abstention, montée des populismes qui exige des murs plutôt que des ponts, perte de confiance du politique.

L'APF est convaincue que c'est en renforçant les capacités de la représentation nationale que l'on amplifie la résonance de l'expression des populations. Nos habitants réclament aujourd'hui à participer davantage à la RES publica (la chose publique). A nous de réfléchir et de faire émerger cette démocratie participative.

Consultation, référendum, concertation et co-construction, mais aussi non-cumul des mandats, parité et égalité femmes-hommes, deviennent les valeurs du nouveau paradigme que devront mettre en place nos démocraties pour sortir de la crise

politique et sociale que subissent un certain nombre de pays. C'est ainsi que le peuple retrouvera confiance en la politique.

Oui il y a les institutions, il y a aussi les pratiques politiques et les élus qui doivent évoluer également.

Le défi est immense. Et pour réussir sans faillir, une autre obligation s'impose : celle de l'autonomie des parlements.

Avec une autonomie réglementaire, financière, administrative et de police, les parlementaires sont protégés des pressions de l'exécutif.

Tous ces thèmes seront approfondis lors des débats et je remercie particulièrement :

- **L'honorable Pascal Affi N'Guessan**, député de la République de Côte d'Ivoire, Ancien Premier Ministre ;
- **Mon collègue, Thomas Gassilloud**, député de la République française, Président du groupe d'amitié France-RCA ;
- **M. Mohamed Béréte**, Secrétaire général de l'Assemblée nationale de la République de Guinée ;
- Notre Secrétaire général administratif, **M. Emmanuel Maury** ;
- Et **M. Philippe Péjo**, officier du mérite centrafricain, fonctionnaire du Sénat français, Conseiller de la Commission des affaires parlementaires de l'APF, qui assure la coordination des programmes de coopération.

La mission d'identification de vos besoins devra permettre la mise en œuvre des actions de coopération, concrètes et précises, au renforcement des capacités de votre Parlement. Vous avez sollicité en 2012 auprès de l'APF un projet de modernisation des systèmes d'information numérique. Nous sommes toujours prêts à y répondre si vous en exprimez le besoin.

Dans un souci d'efficacité, nous veillerons aussi à la complémentarité de nos actions avec celles conduites par l'OIF mais aussi celles de nos partenaires internationaux. Ce qui est exemplaire ici, pas de concurrences entre les acteurs internationaux et opérateurs, pour vous apporter un soutien efficace et une aide technique pragmatique à la consolidation de vos institutions, comme le souhaite, la nouvelle Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Louise Mushiwikabo.

Ensemble, APF et OIF, nous voulons contribuer à conforter encore les valeurs de la Francophonie et votre démocratie à travers les élections envisagées en 2020. Dès maintenant, nous devons agir pour l'établissement de fichiers électoraux sûrs qui devront s'appuyer sur les inscriptions de naissance et la tenue de l'état civil fiable. La tâche est considérable. Ce sont les fondements d'une démocratie solide et d'un

Etat moderne. Ces échéances électorales, après votre présidentielle réussie, doivent être un palier supplémentaire pour la consolidation de vos institutions. Voilà ce que nous vous proposons d'ores et déjà.

Pour toutes ces raisons, telle l'étoile sur votre drapeau national, l'ensemble des actions multilatérales doit vous guider vers la liberté et l'émancipation des centrafricains et assurer l'unité de votre nation, unité à laquelle vous aspirez.

Monsieur le Président, Chers amis

L'APF n'oublie pas que la RCA était au rendez-vous de la création de l'APF, en mai 1967 à Luxembourg.

Sachez que nous sommes plus que jamais, à vos côtés. C'est dans les difficultés que l'on connaît ses amis. Comptez aussi sur vous-même. C'est aussi ce que je suis venu vous dire.

Nous avons hérité, des pères fondateurs de la Francophonie, tous venus du Sud, l'opportunité de bâtir en commun un avenir meilleur, alors faisons émerger ensemble des dynamiques francophones constructives en faveur de la paix, de la démocratie, du développement économique et des progrès pour tous en République de Centrafrique.

Comme le dit un proverbe centrafricain' **Ata so bi ayo mingui, la ayéké si gui** ; « *Quelle que soit la durée de la nuit, le soleil apparaîtra* », il est temps de faire taire les armes et de relever ensemble les manches pour qu'un jour nouveau se lève sur Bangui la coquette et que résonne dans le cœur des centrafricains l'hymne national :

« Dans le travail, l'ordre et la dignité,
Tu reconquiers ton droit, ton unité, »

Sachez que l'APF sera à vos côtés dans cette Renaissance, une Renaissance à faire émerger ici en Centrafrique et dans le monde.

Je vous remercie de votre attention.

Vive la Centrafrique !

Vive la Francophonie !